

étude 2020

DÉTRUIRE LE MONOPOLE DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE DÉTENU PAR LE SECTEUR MARCHAND

*Pourquoi l'omniprésence de la rationalité économique,
imposée par le marché, ne permet-elle pas de nourrir l'humanité
sans détruire la biosphère.*

Louis Masquelier

BARRICADE
CULTURE D'ALTERNATIVES

La démarchandisation offre une piste intéressante pour faire face aux ravages de la surproduction organisée. Mais si le récit d'un avenir affranchi de tout marché permet sans doute de libérer les imaginaires, il ne serait pas pour autant doté d'une force programmatique. Je vais donc tenter d'esquisser ici les lignes d'une réappropriation de la production contre le système marchand. Plus qu'un horizon utopique, je voudrais participer à l'élaboration d'outils de lutte.

« À ceux qui crient au scandale de voir des entreprises se saisir de sujets sociétaux, j'attends toujours qu'ils nous présentent leurs solutions alternatives efficaces et à l'échelle du jeu. »

Maxime DE ROSTOLAN¹

Que nous propose Maxime de Rostolan ? Cet entrepreneur refuse de laisser aux marginaux les enjeux de transition dans la production alimentaire. Il a une ambition, « changer le monde », et pour ce faire, il explique que « le problème est la solution² ». Il invite à infiltrer les canaux de la société capitaliste pour « faire la révolution », et fait ainsi reposer ses espoirs sur des monstres de l'agroalimentaire tels que Metro ou Fleury-Michon³. Étant donné que « 70 % des Français achètent leur nourriture dans des super- ou hypermarchés », on n'aurait pas d'autre choix que d'investir d'une filière « responsable » la grande distribution.

Contrairement à Maxime de Rostolan, je pense que le problème est, précisément, le problème. Les grandes surfaces sont un des espaces où la « rationalité » économique supplante tout lien social, toute connexion avec le vivant. Tentons d'imaginer un monde sans eux.

.....
1 Maxime DE ROSTOLAN, *On a 20 ans pour changer le monde*, 2018, éd. Larousse, p. 57.

2 *Ibidem*, p. 117.

3 Léo COUTELLE, « Ils ont 20 ans pour sauver le capitalisme », *Terrestres*, 19 juillet 2019.
> terrestres.org/2019/07/19/ils-ont-20-ans-pour-sauver-le-capitalisme

L'omniprésence du marché n'est pas inéluctable

La société occidentale que l'on connaît aujourd'hui est celle de l'omniprésence de la raison économique. Celle-ci a, comme l'explique André Gorz, émergé avec le marché et sa généralisation à l'ensemble des sphères de la vie sociale.

« Aussi longtemps que je fais pousser sur mon lopin de terre de quoi nourrir ma famille, un âne et deux chèvres [...] la rationalité économique est absente de mon travail : il faut le temps qu'il faut pour faire ce qu'il y a à faire et quand le nécessaire est assuré, le travail peut faire place au loisir. Mais tout change à partir du moment où je ne produis plus pour l'autoconsommation, mais pour le marché. Il faut alors que j'apprenne à calculer : ai-je avantage, compte tenu de la qualité de mon sol à produire plus de légumes verts ou de pommes de terre? [...] Je calculerai donc et ma vie s'organisera en fonction de ce calcul, selon un temps linéaire, homogène, insensible au rythme naturel⁴. »

L'échange marchand fait ainsi naître un nouveau rapport au temps qui perd de son aspect cyclique (induit par l'alternance entre jour et nuit, ou le rythme de saisons) pour s'organiser selon un modèle linéaire où une heure est équivalente à n'importe quelle autre heure⁵. Lewis Mumford voit d'ailleurs l'invention de l'horloge mécanique comme une première étape du développement capitaliste, car elle permet à l'échange marchand de s'établir dans une temporalité rationalisée⁶.

La création de besoins dans la production marchande.

Une marchandise est un objet (au sens large) qui a été produit dans l'objectif d'être échangé sur un marché. Cette définition n'exclut pas des services payants délivrés par le secteur public, ni même les coopératives à finalité sociale ou les entreprises d'économie sociale dont le mode de production n'est pas calqué sur la recherche de profit. S'il y a de quoi préférer à maints égards ces structures alternatives aux sociétés anonymes cotées en bourse, elles évoluent malgré tout dans un contexte contraignant qui rend leur potentiel de subversion incomparable avec celui du non marchand.

Quels éléments distinguent une marchandise d'un produit? Le produit n'a pas

.....

4 André GORZ, *Critique de la raison économique*, éd. Galilée, 1988, p. 138-139.

5 Harmut ROSA, *Accélération – Une critique sociale du temps*, éd. La Découverte, 2010.

6 Lewis MUMFORD, *Technique et civilisation*, 1934, éd. Parenthèses.

nécessairement pour vocation d'être vendu sur un marché. Une fois qu'il entre dans un cadre marchand, sous la forme de marchandise, le producteur a tout intérêt à ce que son produit soit acheté, qu'il soit utile ou non⁷. Si le besoin n'est pas préexistant, il suffit de le créer en façonnant un manque. Le marketing⁸ a été développé pour construire ce désir de superflu. Le marché vient altérer cette capacité à conditionner la production aux besoins : alors qu'avant, la demande commandait l'offre, aujourd'hui, c'est l'inverse qui prévaut.

De plus, si l'on pourvoit par soi-même à ses besoins, il y a fort à parier que l'on privilégiera une production de qualité, saine et durable, lorsque notre environnement le permet. Le passage par le marché met à mal ces garanties, en misant sur notre incapacité à obtenir des informations sur le produit. La périssabilité de celui-ci (ou son obsolescence selon sa nature) devient soudainement un atout : elle incite à renouveler l'achat et renflouer les caisses de l'entreprise productrice⁹. Certes, l'existence de normes et de labels contre en partie ce phénomène, mais elle joue, selon moi, un rôle palliatif qui ne parvient pas à annihiler la logique dévastatrice du marché (si tant est que ce soit leur but). Ainsi, au sein du cadre fixé par ces normes et labels, il sera toujours dans l'intérêt du producteur de se positionner aux confins de ce que la juridiction autorise. La concurrence incite à maximiser les rendements et évince celles et ceux qui ne seraient pas assez « compétitifs ».

La rareté, un concept créé artificiellement dans les sociétés les plus riches au monde.

La rareté, telle que je l'entends ici, est la tension entre une quantité finie de ressources, et des besoins illimités. Ce sentiment de rareté n'est pas naturel, mais a été créé pour servir des intérêts capitalistes.

Comme l'a montré Karl Polanyi¹⁰, le marché n'a pas toujours régi l'ensemble de la société. Cette institution est restée parcellaire jusqu'à l'avènement de la modernité. Avant cela, l'économie domestique, dont le but est de « subvenir aux besoins de subsistance de la maisonnée¹¹ », était dominante. L'anthropologue Marshall Sahlins étudie la production au sein de sociétés sans marché et tente ainsi d'imaginer comment était

La concurrence incite à maximiser les rendements et évince celles et ceux qui ne seraient pas assez « compétitifs ».

.....
7 Karl Marx distingue dans *Le Capital* deux types de valeurs : la valeur d'usage qui est l'importance que l'on accorde à un produit en raison de sa capacité à répondre à un besoin, et la valeur d'échange, dont le prix est une approximation, qui représente l'ensemble du temps de travail nécessaire à la production.
Karl MARX, *Le Capital*, éd. Gallimard, 1963.

8 Edward Bernays, un des plus grands publicitaires du XX^e siècle emploie ce terme comme substitut du mot « propagande » qui a pris un sens trop péjoratif pour être employé auprès du grand public. Dans son livre *Propaganda – Comment manipuler l'opinion en démocratie* (éd. Zones, 2007), il relate comment les entreprises peuvent implanter dans l'esprit des consommateurs, sans qu'ils en prennent conscience, un désir.

9 Si l'agro-industrie a tendance à nous vendre des tomates super résistantes dans le temps, elle sous-estime souvent leur durée de conservation. Les « À CONSOMMER DE PRÉFÉRENCE AVANT LE » nous invite souvent à jeter des produits tout à fait comestibles...

10 Karl POLANYI, *La Grande Transformation*, éd. Gallimard, 2009.

11 Marshall SAHLINS, *Âge de pierre, âge d'abondance*, éd. Gallimard, 1976, p. 126.

notre monde avant sa marchandisation. Il constate que « les groupes domestiques de la société primitive n'ont pas encore été réduits au statut de simples consommateurs ; on n'a pas encore soustrait leur force de travail au cercle familial, pour l'employer dans un domaine extérieur, l'assujettir à une organisation et à des fins autres. La maisonnée en tant que telle est chargée de la production, du déploiement et de l'utilisation de la force de travail, de la détermination des objectifs économiques¹². »

Les discours rejetant l'hubris capitaliste peuvent trouver une source d'inspiration dans ce modèle, « Le [mode de production domestique étant] un système fondamentalement hostile à la formation de surplus¹³ ». En effet, le travail étant fourni par les personnes qui en déterminent l'usage, il n'excède pas le temps nécessaire pour satisfaire les besoins. Cette « catégorie du suffisant n'est pas une catégorie économique, c'est une catégorie culturelle et existentielle¹⁴ », les besoins doivent donc être autodéterminés, on ne peut pas les définir de manière abstraite.

À l'inverse, dans le modèle capitaliste, « (...) la production d'échange (de valeur d'échange) tend constamment à surfaire son effort – à accumuler une richesse généralisée. Non pas une production de tel ou tel bien particulier, mais d'une richesse "abstraite" ; et "plus il y en a, mieux ça vaut"¹⁵ ». L'abondance, telle que définie par Marshall Sahlins ou Murray Bookchin¹⁶ n'est pas le fruit d'une production luxuriante, mais un sentiment de suffisance. Celle-ci ne requiert d'aucune manière une quantité donnée de biens à notre disposition. Ce sentiment n'est que le résultat d'un ratio entre les besoins et les biens y répondant : si nos besoins sont peu nombreux, il n'est pas nécessaire d'avoir un niveau de vie élevé pour s'émanciper du sentiment de rareté, c'est le cas des sociétés non marchandes. La production capitaliste est ainsi parvenue, en créant la rareté, à renverser l'ordre selon lequel la production était au service de la consommation, pour placer la consommation au service de la production. « Les sociétés capitalistes modernes se vouent elles-mêmes à la rareté. L'insuffisance des moyens économiques est le principe premier des peuples les plus riches du monde!¹⁷ ». Ce n'est pas le moindre des paradoxes!

Si l'on peine aujourd'hui à penser des relations qui sortent du paradigme marchand, c'est parce que l'histoire est celle d'une expansion de la sphère marchande au détriment du non marchand. L'essor de notre civilisation marchande s'est fondé sur la contrainte et la brutalité de la mise au travail¹⁸, notamment à travers l'expulsion des paysans des prés communaux et de lois contre le vagabondage ou la mendicité. Ces mesures

.....
12 *Ibidem*, p. 119.

13 *Ibid.*, p. 126.

14 André GORZ, *op. cit.*, p. 142.

15 *Ibidem*, p. 128.

16 Marshall SAHLINS, *op. cit.* ; Murray BOOKCHIN, *Au-delà de la rareté*, éd. Écosociété, 2016.

17 *Ibidem*.

18 Le processus de marchandisation s'inscrivant sur le temps long, il est possible de donner plusieurs datations, on pourrait ainsi le dater au XVI^e siècle, au tournant du XIX^e siècle ou durant les Trente Glorieuses, ces dates marquant différents niveaux d'intensification de la place du marchand dans la société.

ont privé de tous moyens de subsistance une partie de la population et ne lui ont pas laissé d'autre choix que d'offrir sa force de travail au capital. La production capitaliste s'appuie donc sur une misère qu'elle a elle-même créée.

Pour contrer la tendance à l'autolimitation des besoins, la société de consommation a relevé le double pari d'« éduquer l'individu à adopter vis-à-vis du travail, une attitude instrumentale du genre : “ce qui compte, c'est la paie qui tombe à la fin du mois” » et de « l'éduquer en tant que consommateur, à convoiter des marchandises et des services marchands comme constituant le but de ses efforts et les symboles de sa réussite¹⁹ ». Il a fallu persuader les individus que l'accès à la consommation compensait les heures passées à effectuer un travail aliénant. C'est ici que le marketing a joué (et joue encore) un rôle prédominant, en construisant une norme, un récit sociétal si profondément assimilé qu'il est devenu très compliqué de s'en extirper, même individuellement.

Poussant sa perversité un cran plus loin, le capitalisme est parvenu à faire reposer la marchandisation du monde sur sa gadgétisation. En effet, selon André Gorz, les biens compensatoires sont « convoités pour leur inutilité autant – ou même plus – que pour leur valeur d'usage; car c'est l'élément d'inutilité (les gadgets et ornements superflus) qui symbolise l'évasion de l'acheteur de l'univers collectif vers une niche de souveraineté privée²⁰ ».

Les ravages de la marchandisation du monde.

Le cadre marchand ne permet pas de libérer la créativité et tend à immerger le monde dans une rationalité économique qui est étrangère à toute sensibilité. Le marché étend son emprise dans le champ des loisirs et le standardise²¹. Il affecte aussi la matérialité : « L'exploitation de l'homme par l'homme » décrite pour caractériser le capitalisme consiste en fait plus largement en une domination exercée sur l'ensemble du vivant.

Cette grande transformation de notre société n'est pas un événement inéluctable, mais bien le fruit d'une lutte pour l'extension. Dans les textes promouvant la marchandisation, on observe également une exaltation de la puissance machiniste. Avec le marché, la valeur en vient à se définir selon la propension d'un bien à être échangé. Pour les libéraux, les ressources environnementales n'ont aucune valeur en soi. Elles n'en prennent que lorsqu'elles peuvent être vendues, elles sont considérées comme une simple matière à exploiter.

René Descartes (souvent retenu comme initiateur d'un utilitarisme dévastateur à l'égard du vivant) appelait à « nous rendre comme maître et possesseur de la nature », mais y voyait en premier lieu un levier de « conservation de la santé²² ». Ses successeurs n'ont pas toujours pris la peine de conditionner cette domination du vivant, mais ont

.....
19 André GORZ, *Métamorphoses du travail*, éd. Galilée, 1988, p. 62.

20 *Ibidem*, p. 64.

21 Guy DEBORD, *La Société du spectacle*, éd. Gallimard, 1992.

22 René DESCARTES, *Discours de la méthode*, 1637.

> <https://philosophie.cegeptr.qc.ca/wp-content/documents/Discours-de-la-m%C3%A9thode.pdf>

vu en la nature une vocation à exprimer la toute-puissance de l'humanité. Cet appel à dominer le non-humain s'accompagne d'une négation catégorique de la valeur que pourrait contenir celui-ci. Pour Henri Baudrillard, un auteur libéral du XIX^e siècle, « seul le travail donne de la valeur aux choses et à la nature tout entière qui en elle-même ne vaut rien²³ ».

Une telle posture permettrait ainsi de refuser, par exemple, toute revendication territoriale aux Américain-e-s natif-ve-s, étant donné que ceux-ci ne « valorisaient » pas leurs terres, dans l'acceptation occidentale du mot.

Hippolyte de Passy, économiste lui aussi libéral, prédisait une domination exponentielle des humains sur la nature tant il était clair que « la science ne saurait désormais cesser ses conquêtes²⁴ ». Les percées technologiques sont considérées comme étant nécessaires et inéluctables. L'humanité aurait ainsi pour mission de dépasser sa condition de dépendance vis-à-vis du reste du vivant.

Cette conception de l'économie est-elle désuète à l'heure où les préoccupations écologistes prennent de plus en plus de place dans le débat public? Rien n'est moins sûr. Si elle ne s'exprime probablement plus dans des termes aussi catégoriques, on enseigne toujours dans les facultés d'économie que la production est fonction de deux facteurs, le travail et le capital, rien de plus!²⁵

Démarchandisation n'est pas synonyme d'émancipation.

Les exemples de société sans marché issus du passé ou d'autres régions sont intéressants à analyser pour décentrer notre regard et envisager une production radicalement différente de celle aujourd'hui à l'œuvre. Néanmoins, ils ne sont pas exempts de systèmes d'oppressions²⁶.

En effet, je ne veux pas romantiser le travail non marchand en en faisant un portrait dépourvu de toutes formes d'aliénations. L'économie domestique, telle que décrite précédemment, est peut-être une solution pour lutter contre la marchandisation, mais elle pourrait renforcer d'autres systèmes de dominations actuellement très présents. Dans le système patriarcal, les femmes sont assignées au travail domestique, et consacrent encore bien plus de temps que les hommes à des tâches socialement peu valorisées au sein du foyer²⁷.

Le travail, qu'il soit marchand ou non, doit donc impérativement être accompagné par des réflexions sur la répartition des rôles qu'il engendre au sein de la société.

.....
23 *Ibidem*.

24 Serge AUDIER, « Chapitre 1 – Hégémonie industrialiste et utopisme technologique », in *L'Âge productiviste*, éd. La Découverte, 2019. Disponible sur le site cairn.info.

25 François ETNER, « Chapitre 4 – Les techniques de production », in *Microéconomie*, éd. Presses universitaires de France, 2012. Disponible sur le site cairn.info.

26 Pierre MADELIN, « Faut-il en finir avec la civilisation? », Terrestres, 15 septembre 2020.
> terrestres.org/2020/09/15/faut-il-en-finir-avec-la-civilisation

27 « Genre et Emploi du temps, (non-)évolution des stéréotypes de genre, 1999, 2005, 2013 », IEFH Belgium.
> https://igvm-iefh.belgium.be/sites/default/files/95_-_genre_et_emploi_du_temps_fr.pdf

Il n'échappe pas a priori aux dynamiques patriarcales et racistes, mais ne leur est pas pour autant consubstantiel. Je pense que la reconquête de la production par le secteur non marchand doit donc se penser conjointement avec des luttes féministes et antiracistes.

Une volonté du secteur marchand de monopoliser la production alimentaire

Dans ce texte, je fais le choix de me pencher sur la production culturale²⁸, qui comble des besoins incompressibles et permet ainsi une analogie avec d'autres époques, d'autres cultures. Si le secteur marchand détient le quasi-monopole de cette production, les îlots qui échappent à son emprise permettent de penser une émancipation de sa logique totalitaire.

L'agriculture destructrice des écosystèmes et de la santé humaine (engrais chimiques, pesticides ou additifs...) est pointée du doigt depuis des décennies, et des filières alternatives ont émergé en réponse à l'agrobusiness. S'il est indéniable que l'industrie agroalimentaire s'est réapproprié des labels tels que le bio²⁹, de nombreux-ses producteur-trice-s œuvrent avec sincérité pour ce modèle. J'ai une grande admiration pour les personnes ayant fait le choix de s'engager pour ouvrir la voie d'une production de nourriture plus respectueuse du vivant. Nombre des acteur-trice-s de ces filières alternatives inscrivent leur démarche en opposition au modèle capitaliste. Je pense cependant que l'on ne peut compter exclusivement sur ces initiatives, car le cadre marchand leur impose sa logique et d'importantes limites. Les fruits de cette production restent malheureusement souvent réservés aux plus nantis, qui sont également les gagnants de l'économie capitaliste.

Aujourd'hui, la nourriture bio (avec ou sans label) est largement consommée par des personnes privilégiées sur le plan économique³⁰. Les inégalités de revenus ont ici des répercussions directes sur la santé des populations concernées (même si, bien sûr, ces inégalités tuaient déjà avant le bio).

.....
28 La production culturale englobe à la fois la production maraîchère, potagère, mais aussi les cultures céréalières.

29 Marie ASTIER, « La grande distribution s'engouffre dans la bio... et en menace les valeurs », Reporterre, 30 novembre 2016.

> <https://reporterre.net/La-grande-distribution-s-engouffre-dans-la-bio-et-en-menace-les-valeurs>

Olivier BAILLY, Chloé ANDRIES, Céline GAUTIER, Steven VANDEN BUSSCHE et François HAINRICH, « Le bio à la masse », Médor, n°9, Hiver 2017-2018.

30 « La consommation d'aliments issus de l'agriculture biologique est en hausse en Wallonie », RTBF, 30 juin 2020.

Un marché en expansion au Sud.

Le rouleau compresseur du marché avance au motif que la terre doit être valorisée économiquement. Cette dynamique s'inscrit dans la continuité de la colonisation durant laquelle les puissances occidentales s'autoproclamaient missionnaires de la civilisation³¹.

Anna Tsing et Donna Haraway invitent à envisager le désastre écologique en cours dans la lignée des expansions impérialistes et de la colonisation. Elles considèrent que l'avènement des plantations constitue une nouveauté pour le développement des organismes vivants en cela que les cultures sont délocalisées, au gré des investissements qui les financent à des milliers de kilomètres de là³². La migration des plantes devient fonction de la rentabilité économique alors qu'elle n'avait lieu jusqu'alors que pour répondre à une variation écologique³³.

Cet impérialisme dévastateur prend aujourd'hui, notamment, la forme d'un accaparement des terres arables (*Land Grabbing*) dans les pays du Sud par des puissances économiques (fonds souverains, multinationales...). Les paysan-ne-s pratiquant souvent une agriculture vivrière (dont la majeure partie des récoltes est destinée à l'autoconsommation), se retrouvent dès lors contraint-e-s de vendre leurs terres lorsque leur situation économique n'est plus viable. Cette précarisation des paysan-ne-s s'est accentuée ces dernières années avec la montée en fréquence et en intensité d'aléas climatiques³⁴ qui ont conduit à une baisse de rendements, et donc de revenus³⁵. De nombreuses petites fermes en polyculture cèdent la place à de gigantesques exploitations en agriculture intensive.

La marchandisation de l'agriculture passe également par l'ingérence de multinationales du secteur agroalimentaire qui, sans acheter de parcelles, poussent des paysan-ne-s à opter pour une monoculture sur leurs terres, ceux-ci étant très dépendant-e-s de ces firmes pour vendre leur production. Parmi ces paysan-ne-s, certain-e-s rencontrent aussi des difficultés pour se nourrir, car les monocultures imposées (éthanol, palmiers à huile, soja...) perdent leur vocation alimentaire, et les revenus ne permettent pas d'assurer leur subsistance.

Cet accaparement des terres a connu un essor particulièrement important à la suite de la crise des subprimes de 2008 : l'immobilier n'étant plus considéré comme une

-
- 31 Discours de Jules Ferry du 28 juillet 1885 sur les fondements de la colonisation.
> assemblee-nationale.fr/decouvrir-l-assemblee/histoire/grands-discours-parlementaires/jules-ferry-28-juillet-1885
- 32 Anna Tsing et Donna Haraway proposent le mot « plantationocène » pour succéder au terme « anthropocène ». Ce dernier a été proposé par des scientifiques pour désigner la période géologique actuelle dont le principal facteur de changement serait les pollutions humaines. Le concept d'anthropocène masque cependant la très inégale répartition de la responsabilité du dérèglement climatique au sein de l'humanité.
- 33 Grégory QUENET, « L'Anthropocène et le temps des historiens », *Annales, histoires, sciences sociales*, 2017/2. Disponible sur le site [Cairn.info](http:// Cairn.info).
- 34 Un aléa climatique est un événement météorologique extrême provoqué ou amplifié par le changement climatique. Il peut s'agir de sécheresses, de canicules, d'inondations, de tempêtes...
- 35 « *The global farmland grab in 2016, how big, how bad?* », Grain.
> grain.org/article/entries/5492-the-global-farmland-grab-in-2016-how-big-how-bad

valeur refuge par les spéculateurs, ils se sont tournés vers l'achat de terres arables, et ont modifié la structure de production pour la rendre plus valorisable³⁶.

La « loi du marché » n'est cependant pas le seul facteur d'appropriation du foncier, elle s'accompagne souvent de pratiques mafieuses. La libéralisation se déploie à travers un harcèlement incessant des militant-e-s par des lobbies de l'agro-industrie, fréquemment avec la complicité des autorités publiques. Des membres du mouvement des « sans terres » au Brésil ont ainsi été la cible de plusieurs assassinats, dont celui de Marcio Matos, un de ses leaders, en janvier 2018³⁷.

Le travail non marchand, aubaine ou danger pour le capitalisme ? L'ambivalence de la production potagère.

Là où le capitalisme est déjà implanté, on observe des coups de force pour étendre le marché encore davantage dans le domaine de la production alimentaire. Le marché s'étant déjà massivement déployé, la défense des derniers bastions de la production alimentaire non marchande peut sembler un enjeu mineur. Je pense au contraire qu'elle doit être prise au sérieux, car ces lieux constituent un terreau fertile pour la reconquête d'espaces échappant à la sphère marchande.

Prenons l'exemple des jardins ouvriers en France. Ces jardins familiaux (c'est leur nom officiel) sont des espaces de verdure nichés dans les villes, qui sont loués à des particuliers pour qu'ils puissent y cultiver un potager (à Liège, par exemple, les potagers de Bressoux s'inspirent de ce mode de fonctionnement). Créés au début du xx^e siècle par des industriels philanthropes, soutenus de près par la sphère politique, ils ont été négligés par cette même classe gouvernante ces derniers mois durant le premier confinement. Pourquoi ce revirement de la part des pouvoirs publics ? Davantage qu'un tournant idéologique, il semble que c'est plutôt l'évolution du contexte économique qui a modifié les intérêts capitalistes, induisant une transformation du discours des politiques.

À la création de ces jardins, les promoteurs de ces jardins arguent qu'ils fournissent à la classe ouvrière un passe-temps sain, où la vie au grand air supplante l'ivrognerie des tavernes. En appliquant une lecture marxiste à cette justification, on constate qu'il s'agit d'un moyen utilisé par le patronat pour faire travailler gratuitement les prolétaires sur leur temps de repos, et ainsi réduire au minimum le salaire que nécessite le maintien d'une main-d'œuvre productive.

Il faut reconnaître que les jardins ouvriers n'ont pas une vocation uniquement nourricière. L'esthétique est bien souvent au cœur du projet, comme en témoignent les décorations recouvrant les « tonnelles » sur les parcelles. Néanmoins, les classes populaires ne semblent pas vraiment éloigner ce loisir de la préoccupation de manger. Plus la situation économique des jardiniers est précaire, plus cette dimension nourricière prend une place importante, les jardins ornementaux supplantant les potagers

.....
36 Antonio DE CHIARA, « *Land grabbing* dans le sous-continent », Outre-Terre. Disponible sur le site cairn.info.

37 > <https://viacampesina.org/fr/via-campesina-international-condamne-lassassinat-de-marcio-matos-exige-justice>

à mesure que le capital économique des ménages s'accroît³⁸. Florence Weber parle dans ce cas d'« esthétique de la production », une réelle fierté découlant du fait d'avoir soi-même cultivé les légumes consommés.

Pourtant, la sphère politique a peu à peu réduit le jardinage à un loisir quelconque, occultant sa dimension productive. La mécanisation de l'économie a entraîné d'importants gains de productivité, qui induisent à leur tour une hausse de la production (le temps de travail n'étant pas diminué). La nécessité d'écouler la surproduction du système capitaliste a conduit à une hausse des salaires, afin d'accroître la demande. Le montant des revenus n'est alors plus seulement fixé en fonction de l'impératif de régénérer la force de travail, mais également pour permettre la consommation. La part attribuée aux besoins primaires (alimentation, chauffage, etc.) a été drastiquement réduite³⁹, et celle pour les loisirs a quant à elle augmenté.

On constate donc que les capitalistes ne cherchent pas à exploiter en toutes circonstances du travail gratuit, mais uniquement quand le travail marchand n'est pas en mesure d'obtenir une meilleure productivité que le travail domestique. Je m'explique. Une activité est déclarée comme étant rentable dès lors que le prix de vente du bien ou du service excède les coûts de production. Si personne n'est prêt à payer un prix élevé pour cette production, les capitalistes vont la laisser à la sphère domestique. À l'inverse, s'il est possible de diminuer les coûts en augmentant la quantité produite, le secteur marchand va se saisir de cette production pour s'approprier la plus-value fournie par le travail.

André Gorz explique ainsi la marchandisation progressive de productions qui s'exerçaient jusqu'alors dans la sphère domestique. « Du point de vue de la rationalité économique, le temps de travail économisé, à l'échelle de la société, grâce à l'efficacité croissante des moyens mis en œuvre, est du temps de travail disponible pour une production additionnelle de richesses. [...] Le temps de travail économisé "permet de rémunérer celui qui a perdu son emploi" en l'employant pour une autre activité économique, ou en rémunérant des activités qui jusque-là n'étaient pas rémunérées ni considérées comme faisant partie de l'économie⁴⁰ ». La hausse de la productivité permet au marché d'étendre les domaines dans lesquels il se déploie. La production domestique a longtemps eu le monopole de la cuisine, elle est aujourd'hui concurrencée par les plats préparés commercialisés.

Le travail domestique est constitué d'activités désignées comme étant peu productives et est dévalorisé, si bien qu'on tente même de lui refuser le statut de production⁴¹.

[...] les capitalistes ne cherchent pas à exploiter en toutes circonstances du travail gratuit, mais uniquement quand le travail marchand n'est pas en mesure d'obtenir une meilleure productivité que le travail domestique.

38 Florence WEBER, *L'Honneur des Jardiniers – Les potagers dans la France du XX^e siècle*, éd. Belin, 1998.

39 Georges CONSALES, Maryse FESSEAU et Vladimir PASSERON, « La Consommation des ménages depuis 50 ans », Insee, 2007.

40 André GORZ, *Métamorphoses du travail*, op. cit., p. 16.

41 Le calcul du Produit Intérieur Brut (PIB), boussole de toutes les politiques économiques, néglige totalement tout le travail domestique. Bernard Friot explique ainsi que des grands-parents gardant leurs petits enfants ne produisent rien aux yeux de la comptabilité nationale, tandis que la même activité, dans le même espace, avec les mêmes jouets, mais prestée par une société de gardes d'enfants produira à la hauteur du prix du service. Bernard Friot cité par Frédéric Lordon dans la conférence « Tout le monde déteste le travail », 11 février 2018. > youtube.com/watch?v=vZHCSmjppX8&t=1319s&tab_channel=TlmdIT

Ce phénomène s'exprime de manière flagrante concernant la nourriture. On observe une baisse tendancielle de la production potagère⁴² et celle-ci n'est plus perçue par nos gouvernant·e·s comme un moyen de se nourrir, mais comme un simple loisir récréatif.

C'est ainsi qu'en France pendant le confinement, alors que l'on pouvait faire ses courses dans les supermarchés, dont la ventilation est médiocre, l'accès aux jardins familiaux a d'abord été formellement interdit⁴³. À partir du mois d'avril, certaines municipalités ont commencé à prendre de timides mesures allant dans le sens d'une réouverture, mais celles-ci témoignaient malgré tout d'une incompréhension de la part des élu·e·s du rôle nourricier que jouent ces jardins. Ainsi, on y autorise l'accès sur l'heure quotidienne de sortie, les quelques dizaines de minutes par jour laissées au jardinage ne permettant pas d'accomplir l'ensemble des projets du jardin en cette saison chargée. D'autres arrêtés n'approuvent que la récolte des légumes d'hiver⁴⁴, tant pis pour la production printanière et estivale.

Ces décisions politiques sont un marqueur du dédain envers le secteur non marchand dans la production alimentaire. Aussi incohérentes soient-elles sur le plan sanitaire, elles reflètent que, derrière les discours exaltés sur la souveraineté alimentaire⁴⁵, les autorités se conforment bien aux exigences de l'agro-industrie. En effet, en parallèle, le gouvernement français exhortait les citoyen·ne·s « sans activité » à aller travailler pour le secteur agroalimentaire⁴⁶.

Ce mépris qu'entretient la sphère politique vis-à-vis du jardinage est aussi visible lorsque les jardins familiaux servent de variables d'ajustement face à la pression immobilière. À Liège, des parcelles ont ainsi été expropriées à Bressoux ou au Thier-à-Liège en vue de construire des habitations⁴⁷.

Le capital, tant qu'il peut retirer du profit de l'exploitation du travail, tente d'évincer la production domestique qui lui ferait concurrence en échappant aux circuits du marché. Cette logique implacable s'effectue au mépris de la vulnérabilité des territoires face au risque de pénurie alimentaire. Alors que, selon l'Agence de la transition écologique (ADEME), la ville de Paris dispose d'une autonomie alimentaire de 3 jours⁴⁸, il apparaît dangereux de balayer d'un revers de la main ces îlots de résilience.

Si certain·e·s pourraient répondre que la catastrophe a été évitée malgré tout, les mesures sanitaires prises pour lutter contre la Covid-19 ont conduit à une augmen-

.....
42 Dominique DUBEAUX, « Les Français ont la main verte », Insee, août 1994.
> epsilon.insee.fr/jspui/bitstream/11010199/1/ip338.pdf

43 Pascal CHARRIER, « Confinement, les jardins familiaux ouvrent en ordre dispersé », La Croix, 7 avril 2020.
> la-croix.com/France/Confinement-jardins-familiaux-ouvrent-ordre-disperse-2020-04-07-1201088206

44 > amiens.fr/Actualites/Acces-limite-aux-jardins-ouvriers-et-familiaux

45 > gouvernement.fr/action/la-loi-agriculture-et-alimentation

46 R. L., « Coronavirus – Didier Guillaume appelle les Français sans activité à aider les agriculteurs », Le Parisien, 24 mars 2020.
> leparisien.fr/politique/coronavirus-didier-guillaume-appelle-les-francais-sans-activite-a-aller-aider-les-agriculteurs-24-03-2020-8286633.php

47 > <https://lechainonmanquant.be/analyses/potagers.html>

48 > <https://ile-de-france.ademe.fr/expertises/alimentation-durable>

tation significative du prix des fruits et légumes⁴⁹. Même si de nombreuses personnes se sont davantage tournées vers des magasins d'alimentation bio et locale, voire vers l'achat direct dans des fermes, on constate aussi que les consommateur·trice·s les moins aisé·e·s et /ou fortement impacté·e·s se sont orienté·e·s vers une nourriture plus néfaste pour la santé à long terme. En outre, de nombreuses personnes précarisées par la crise sanitaire n'ont eu d'autre choix que de recourir aux distributions des banques alimentaires⁵⁰. S'ils n'avaient pas été entravés, les jardins ouvriers auraient pu apporter leur pleine contribution pour faciliter l'accès à des denrées saines.

Une marchandisation à différents degrés : le cas des semences.

La perte d'autonomie dans la production alimentaire s'effectue également en amont de la culture, au niveau des échanges de semences. On assiste à une segmentation de la production agricole à travers la multiplication des intermédiaires entre la ferme et la fourchette. Chaque maillon ajouté à la chaîne vient accroître les défaillances du marché, car chaque fournisseur cherche à soutirer un maximum de profit de la relation qu'il entretient avec son client. La production, vue dans son ensemble, perd donc toute cohérence et se trouve largement dépossédée de l'utilité sociale qui devrait être sa force motrice.

Aujourd'hui, en Europe, pour qu'une semence soit commercialisable, elle doit être répertoriée dans le catalogue officiel des espèces et des variétés végétales. Celui-ci a pour rôle, en principe, de protéger le consommateur en lui fournissant une information fiable sur ce qu'il achète. Il évite aussi que deux produits distincts ne soient vendus sous le même nom ou inversement. À l'heure actuelle, il apparaît néanmoins que son usage dépasse largement ces justifications.

Parmi les semences référencées, 98 % sont des hybrides F1⁵¹. Si le croisement de deux espèces permet d'obtenir des caractéristiques intéressantes pour la première génération, par la suite, le résultat est aléatoire. Ce type de semence rend extrêmement dépendant les jardinier·e·s et les agriculteur·trice·s des semenciers (qui sont aujourd'hui composés d'une poignée de multinationales dans le monde).

Les semences paysannes, dont la descendance ne connaît aucune dégénérescence, sont pour la plupart exclues de ce catalogue. Pour cause, elles ne répondent pas aux critères « d'homogénéité et stabilité » requis. Aucun élément ne laisse pourtant présumer que le non-respect de ces critères comporterait des risques.

Les semences paysannes, dont la descendance ne connaît aucune dégénérescence, sont pour la plupart exclues de ce catalogue. Pour cause, elles ne répondent pas aux critères « d'homogénéité et stabilité » requis.

.....
49 Jacques SERAIS, « Coronavirus, le prix des fruits et légumes a explosé en 2020 », RTL, 29 juillet 2020.
> rtl.fr/actu/debats-societe/coronavirus-le-prix-des-fruits-et-legumes-a-explose-en-2020-7800696195

50 « Bulletin de partage 5 – Face aux détresses alimentaires, la solidarité continue et le temps du bilan », RMT alimentation locale.
> rmt-alimentation-locale.org/post/bp5-face-aux-d%C3%A9tresses-alimentaires-la-solidarit%C3%A9-continue-et-le-temps-du-bilan

51 Toutes les données de cette section sur les semences sont issues du documentaire *Cash investigation : Multinationales – Hold-up sur nos fruits et légumes*.
> youtube.com/watch?v=Mgdo_jv6TS4&t=5380s&ab_channel=CashInvestigation

En un siècle, 75 % des espèces végétales cultivées ont disparu de la surface de la Terre. La diversité de ces espèces, spécialement adaptées au territoire sur lesquelles elles étaient cultivées, s'est uniformisée au fil du temps. Les ajustements des variétés sont dorénavant pensés relativement aux engrais et aux pesticides qui accompagneront leur croissance.

La production de graines, maillon essentiel du cycle de la culture qui était immergé dans l'ensemble des pratiques culturelles, se retrouve désormais entre les mains de quelques firmes (qui ne sont pas connues pour être des modèles de vertu)⁵².

Qu'il s'agisse de la vente à des professionnel-le-s ou à des particuliers, il est nécessaire de questionner la place des semenciers dans la production alimentaire et de lutter contre ce système qui ne sert que des intérêts privés. Je ne prétends pas qu'il faille exclure toute relation marchande de nos vies dès à présent. Il est en revanche indispensable de critiquer la prépondérance du marché dans la société, et d'observer s'il existe des espaces desquels on peut s'en extraire, y compris là où ce rejet ne peut être radical.

Fin 2019, dans des manifestations chiliennes, on a vu fleurir sur des pancartes : « L'écologie sans lutte des classes, c'est du jardinage⁵³ ». Au-delà de la pertinence de l'intégration d'une analyse en termes de classes du désastre environnemental, ce slogan nous rappelle que le jardinage ne constitue pas, en tant que tel, une lutte anticapitaliste. Il en va de même pour toutes les productions non marchandes : pour prendre une teinte de résistance, elles doivent se substituer, endiguer, ou rendre caduque la production marchande. Pour penser une stratégie de démarchandisation du monde, il ne s'agit donc pas juste de mettre les mains dans la terre et de produire pour soi ou pour ses proches.

[...] le jardinage ne constitue pas, en tant que tel, une lutte anticapitaliste. Il en va de même pour toutes les productions non marchandes : pour prendre une teinte de résistance, elles doivent se substituer, endiguer, ou rendre caduque la production marchande.

.....

52 Quand on sait que parmi les 4 plus grands semenciers au monde, il y a Monsanto (qui produisait l'agent orange pendant la guerre du Vietnam, et qui a récemment été racheté par Bayer – entreprise pharmaceutique qui synthétisait le Zyklon B, gaz meurtrier utilisé dans les camps d'extermination) et DowDupont (qui fournissait l'armée américaine en Napalm durant la guerre du Vietnam), il devient difficile de croire que ces entreprises apportent la source de la vie aux agriculteur-trice-s et aux jardinier-e-s...

53 Corinne MOREL-DARLEUX, « Un jardinage de classe », *Imagine demain le monde*, n° 140, septembre-octobre 2020.

Entre « colibrisme » et « survivalisme », quelle voie envisager pour une démarchandisation de la production alimentaire ?

Malgré les bâtons dans les roues de la part des gouvernant·e·s et du secteur privé, certain·e·s tentent de renouer avec le contenu de leur assiette en se tournant vers une production alimentaire non marchande. Afin de penser une généralisation de ces pratiques et « changer d'échelle » comme l'exige Maxime de Rostolan, il est nécessaire d'étudier les limites du fonctionnement actuel. Pour cela, je vais analyser deux tendances aussi emblématiques et différentes que problématiques. Je pense qu'il faut éviter de s'orienter vers une conception « survivaliste », destructrice sur le plan social, sans pour autant renoncer à une production réellement nourricière, qui semble délaissée par certain·e·s activistes. L'équilibre n'est pas simple à trouver. Je suis conscient de la forme caricaturale que prend cette typologie des jardinier·e·s, celle-ci doit donc seulement aider à imaginer un modèle non marchand du travail de la terre.

La recherche d'autosuffisance tend à dépolitiser la question alimentaire en la recentrant sur l'individu ou la cellule familiale.

D'un côté, on observe une conception « survivaliste » fortement influencée par les théories effondristes⁵⁴. Derrière ce terme polémique, je veux décrire une tendance qui existe au-delà de celles et ceux qui se reconnaissent dans cette appellation. Ces jardinier·e·s amateur·trice·s sont attiré·e·s par les pratiques culturelles au motif qu'elles présentent une potentialité pour se nourrir, soi et ses proches (la quantité de nourriture produite est donc assez importante). Le jardin ne sert pas forcément à se nourrir aujourd'hui à un moindre coût, il est plutôt envisagé comme un palliatif à un avenir apocalyptique. On y retrouve une forte volonté de préparer le « monde d'après », les années passées à cultiver son jardin, alors que le prix des denrées alimentaires reste stable sont comme un temps de formation pour le jour où ça ne serait plus le cas. La forme la plus radicale de cette vision du jardinage peut conduire à clôturer son terrain et s'équiper pour le défendre en cas de réelle pénurie alimentaire.

.....
54 Web série documentaire sur l'effondrement : NEXT, saison 2, épisode 7, « Collapsos, les nouveaux permaculteurs ? »
> [youtube.com/watch?v=zrSCVWQHEq4&tab_channel=Cl%C3%A9mentMONTFORT-Web-S%C3%A9riesDocumentaires](https://www.youtube.com/watch?v=zrSCVWQHEq4&tab_channel=Cl%C3%A9mentMONTFORT-Web-S%C3%A9riesDocumentaires)

Si nombre de jardinier-e-s n'envisagent pas de construire aujourd'hui de telles barrières, le simple fait d'aspirer à l'autosuffisance du foyer pour anticiper une situation dans laquelle l'accès à l'alimentation serait sérieusement compromis pousse au repli sur soi. Cette autonomie est en effet pensée à l'échelle d'une famille ou d'une communauté, devant constituer un îlot stable, quand le reste de la société s'« effondrerait ». N'étant pas capable de sauver l'humanité tout entière, on tente d'abord de se sauver soi-même. Cette gestion individuelle de la vulnérabilité alimentaire peut être conçue comme un premier pas vers un monde plus « résilient ». Le risque est de considérer ce geste comme une « solution », alors qu'il est très dépolitisant d'envisager la question alimentaire à l'échelle du foyer uniquement. Ce penchant « survivaliste » n'est pas seulement l'apanage de milliardaires ; parmi les alter-écologistes, certain-e-s adoptent parfois des pratiques qui s'en approchent (dans d'autres proportions) sans pour autant en partager les valeurs. Je ne veux pas dénigrer l'ensemble de ces pratiques, mais il faut être vigilant-e quant aux implications qu'elles peuvent avoir.

La neutralisation de la production non marchande soutenue par les pouvoirs publics.

À l'opposé de cette première vision, on observe des collectifs qui veulent intégrer la production alimentaire au sein des villes. Le principe de gratuité est bien souvent au cœur des projets, et la volonté initiale est généralement d'apporter une réelle contribution à la souveraineté alimentaire des territoires urbains. D'importantes contraintes, notamment d'espace, tendent malheureusement à réorienter l'objectif de production vers celui de réappropriation des savoirs sur « comment poussent les légumes que l'on mange ? ». En raison de la pollution des sols et de l'air, des difficultés d'irriguer les cultures, la solution la plus simple est de cultiver des herbes aromatiques dans des bacs. Ces petits potagers peuvent permettre d'interpeller sur la vulnérabilité alimentaire des villes, initier les enfants au b-a-ba du jardinage, mais ils ne peuvent pas avoir la prétention de prévenir les pénuries alimentaires.

Le mouvement Incroyables Comestibles, né dans le nord de l'Angleterre en 2008 s'est largement développé à travers le monde (à Liège, on observe ces bacs dans de nombreux quartiers) et représente une forme assez emblématique des projets de production de nourriture en ville. Si la ville de Todmorden, berceau du mouvement, a été exposée comme un modèle de souveraineté alimentaire⁵⁵, le projet initial s'axe beaucoup plus sur la dimension pédagogique en invitant les passant-e-s à une prise de conscience sur la forme que prend leur alimentation. Les supermarchés n'y sont pas érigés comme des monstres à abattre, ils voient au contraire fleurir sur leur parking des plantations comestibles⁵⁶.

.....
55 Documentaire de Cyril Dion et Mélanie Laurent, *Demain*, 2015.

56 Jonathan ROIG, « Les Incroyables Comestibles dans les villes du nord de l'Angleterre », *Pour*, 2014, n°4. Disponible sur le site cairn.info.

L'installation de ces bacs de terres ne se fait pas nécessairement dans un cadre légal et s'organise souvent collectivement, en dépassant l'horizon de la simple jardinière sur l'appui de fenêtre. Au premier regard, on pourrait déceler dans cette action collective prenant (très gentiment) ses distances avec la sphère institutionnelle, un geste politique d'action directe. Sans généraliser abusivement, les justifications du déploiement de ces micropotagers semblent plutôt s'apparenter à celle que convoque le colibri dans la fameuse fable. En effet, ceux-ci sont présentés comme des exemples servant à éveiller les consciences. Et si les communes pas tout à fait passées au vert peuvent d'abord être réticentes à l'idée de voir les jonquilles des terre-pleins se faire voler la vedette par des plans de romarin, elles auront vite fait d'appriivoiser ce nouveau paysage urbain. En tolérant ces installations, ces villes reverdissent à moindre coût leur image en faisant « un geste pour l'environnement », la montée des préoccupations écologiques chez les citoyen·ne·s forçant les élu·e·s à ne plus négliger ouvertement ces enjeux.

La ville de Detroit s'est aussi érigée au fil des ans comme un emblème de l'agriculture urbaine. L'histoire racontée⁵⁷ est celle d'un territoire façonné par l'industrie automobile, qui a connu un déclin massif à la suite de la crise de 2008. Ses habitant·e·s se seraient alors raccrochés aux ressources fournies par la production de jardins communautaires. Mais à y regarder de plus près, l'aspect nourricier de ces potagers est en fait assez décevant. Selon certaines estimations, ils pourraient nourrir l'équivalent de 275 personnes⁵⁸. Sur une ville de près de 700 000 habitants, c'est un peu juste comme garantie de sécurité alimentaire⁵⁹. Le potentiel de progression est pourtant colossal, car ces jardins ne représentent que 0,4 % des territoires laissés vacants par la mairie⁶⁰. On observe donc une dynamique bloquée par des institutions qui ne semblent pas prêtes à accueillir une vague de production non marchande.

.....
57 *Demain, op. cit.*

58 Flaminia PADDEU, « L'Agriculture urbaine à Détroit, un enjeu de production alimentaire en temps de crise? », *Pour*, 2014, N°4. Disponible sur le site cairn.info.

59 La sécurité alimentaire désigne la situation dans laquelle « tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active ». Si les habitant·e·s de Detroit sont peut-être aujourd'hui en situation de sécurité alimentaire, les jardins communautaires ne semblent pas pour autant jouer un rôle majeur dans cette situation, et la vulnérabilité du territoire n'en est pas diminuée. Comité de la sécurité alimentaire mondiale, « S'étendre sur la terminologie », CFS 2012/39/4.

60 Flaminia PADDEU, *op. cit.*

Quelles sources d'inspirations pour penser la démarchandisation de la production alimentaire?

Les exemples de sociétés humaines où la production alimentaire se déploie en dehors des canaux marchands ne manquent pas puisqu'elles étaient majoritaires jusqu'à récemment. Les récits de démarchandisation à grande échelle sont en revanche plus rares, et on ne peut pas tous les ériger en modèles. L'histoire cubaine montre le rôle majeur que peut jouer le secteur non marchand pour préserver la sécurité alimentaire, mais ne permet pas d'esquisser les luttes pour la démarchandisation de la société. À l'inverse, la voie tracée par les occupations à l'instar des ZAD (Zones À Défendre) est porteuse d'espoirs.

Cuba, l'exemple d'une non-transition.

Cuba représente un bel exemple de regain significatif du rôle de la production alimentaire non marchande. Il est néanmoins difficile de le prendre comme paradigme de transition, étant donné le contexte qui l'a rendu possible. Le chrononyme « période spéciale » qui caractérise ce moment de l'histoire cubaine ouvre des perspectives assez peu séduisantes. Cet exemple vient pourtant réaffirmer l'importance de l'autoproduction pour construire un modèle agricole loin de l'usage massif de la mécanisation et de la chimie.

À la fin des années 1980, l'économie cubaine dans son ensemble est très dépendante de l'Union soviétique. C'est notamment le cas de son agriculture, joyaux de la révolution verte. Ainsi, 80 % des importations de machines agricoles, 98 % des hydrocarbures, mais également 66 % de la nourriture consommée, proviennent de l'URSS⁶¹. Le délitement du bloc de l'Est s'accompagne d'un assèchement extrêmement brutal de ces importations. Les États-Unis en profitent par ailleurs pour durcir le blocus déjà en vigueur. En deux ans, le PIB cubain chute de 38 %⁶². La crise se fait

.....
61 Lisa REYNOLD WOLFE, « Rural-Urban migration and the stabilization of Cuban agriculture », Foodfirst, 17 décembre 2004.

> <https://web.archive.org/web/20080402053416/http://www.foodfirst.org/cuba/cubaruralurban.html>

62 Laurène LAVOCAT, « Cuba, le pays où l'agro-écologie est vraiment appliquée », Reporterre, 20 décembre 2014.

> <https://reporterre.net/Cuba-le-pays-ou-l-agroecologie-est-vraiment-appliquee>

particulièrement ressentir sur le plan alimentaire, les Cubain·e·s perdent en moyenne 5 kg entre 1989 et 1992⁶³.

Une agriculture de subsistance se développe alors, d'abord à l'initiative des habitant·e·s, puis le régime cubain encourage fortement cette reprise en main du destin alimentaire de l'île. Cet essor de la culture de fruits et légumes est en grande partie l'œuvre de Cubain·e·s qui en ont fait leur métier, mais l'autoconsommation a également joué un rôle majeur. Parfois, les plus petits interstices que laisse le paysage urbain sont reconquis par des potagers appelés « *autoconsumos*⁶⁴ ». La nécessité de nourrir l'île va amener les autorités à soutenir ce type de production.

L'exemple cubain montre qu'il peut être pertinent de miser sur une production qui ne soit pas unilatéralement marchande, les « *autoconsumos* » constituant une partie non négligeable de la nourriture produite sur l'île. Le passage de l'agriculture cubaine d'un emblème de la révolution verte à une figure de proue de l'agro-écologie a notamment été rendu possible par l'investissement des Cubain·e·s dont la production alimentaire n'était pas le métier. Néanmoins, les importations de pétrole étant repartiées à la hausse, l'État a réinvesti des cultures plus industrielles (de tabac et de sucre) pour les exporter⁶⁵. Le risque de souffrir de la faim s'éloignant pour beaucoup de Cubain·e·s, les potagers sont aussi délaissés, notamment par les jeunes. L'histoire cubaine nous montre que les changements de modèles agricoles sont réversibles, tant dans le sens d'une marchandisation et d'une mécanisation que dans la tendance inverse.

L'occupation, levier de reconquête d'une production non marchande offensive.

La production non marchande au sein des ZAD me semble parvenir à éviter les deux écueils développés ci-dessus. Situé à la frontière entre la production domestique et une production en libre-service, ce modèle nécessite la réappropriation d'un espace, sans attendre la permission des autorités qui, comme expliqué précédemment, sont frileuses à la généralisation de modèles aux antipodes de celui qu'elles soutiennent. Le rapport au temps peut y être bouleversé et les impératifs de la société marchande délaissés pour faire place à une autre éthique.

Si l'on veut que la production non marchande se substitue, au moins pour partie, à la production marchande, il est nécessaire de repenser le temps qui est accordé à chacune d'entre elles. Si le secteur non marchand reste cantonné au temps que lui « accorde » la production capitaliste, il risque de demeurer bien inoffensif. L'occupation de territoires implique une réflexion sur le temps accordé à chaque activité et change radicalement les pratiques de ses habitant·e·s. Il devient impossible de faire « comme d'habitude ». On peut ainsi réduire au strict nécessaire la place que prend le marchand dans la vie collective, au profit de temps de partage.

63 Jean-Baptiste FRESSOZ, « Transition piège à con ? », Le Média, 1^{er} octobre 2018.

> [youtube.com/watch?v=1Oor5O4-2wU&vl=fr&ab_channel=LeM%C3%A9dia](https://www.youtube.com/watch?v=1Oor5O4-2wU&vl=fr&ab_channel=LeM%C3%A9dia)

64 Janice ARGAILLOT, « Émergences et impacts de l'agriculture urbaine à Cuba », *Espaces et sociétés*, 2014/3, n°158.

65 Christian ARAUD et Pablo SERVIGNE, « La Transition inachevée – Cuba et l'après pétrole », *Barricade*, octobre 2012.

La constitution d'alter-lieux permet l'émergence d'une forme d'économie étrangère à la civilisation marchande⁶⁶. Le fait que chacun-e soit conscient-e que le territoire est un espace reconquis sur la sphère capitaliste rend possible l'instauration d'une règle tacite qui dit « ici, on est étranger à la rationalité économique ». La ZAD de Notre-Dame-des-Landes représente un exemple de sortie de l'économie marchande. Ce terrain de 1650 hectares était destiné à construire un aéroport près de Nantes. Des opposant-e-s au projet sont venu-e-s s'installer sur ce territoire pour bloquer la tenue des travaux. Cette forme de lutte est particulièrement intéressante, car d'une part, elle a empêché le saccage d'un bocage (le projet d'aéroport ayant été abandonné en 2018), mais elle a aussi participé à démontrer que d'autres formes d'organisations de la vie étaient possibles, à contre-courant du système marchand.

On y trouve notamment un non-marché, espace où l'on dispose sur les étals des comestibles produits sur la ZAD (parfois également des invendus glanés). Tout y est à prix libre, mais cette institution repose davantage sur une forme de partage que d'échange, à proprement parler. Celles et ceux qui ne sont pas en mesure de mettre pièces ou billets dans la caisse, de manière temporaire ou permanente, ne sont pas moins légitimes à prendre de quoi se nourrir.

Si l'économie de la ZAD est non marchande, elle reste en partie monétarisée. Ce fonctionnement peut apparaître surprenant, car les tentatives de créer des économies alternatives passent souvent par un refus de la monnaie classique (d'autant plus s'il s'agit d'euros), et recourent notamment à des monnaies locales ou à des SEL (Système d'Échanges Local)⁶⁷. La monétarisation est régulièrement pensée comme un processus concomitant de la marchandisation, tant sur le plan historique que dans le cadre de luttes contre la privatisation de services non marchands délivrés par l'État⁶⁸. Si la monnaie altère notre capacité à appréhender le suffisant (si l'on peut avoir assez à manger, la notion de ce qui est « assez » est tout de suite plus floue quand on parle d'argent), il ne faut pas négliger son potentiel émancipateur. La monnaie peut permettre de se libérer de l'appartenance, parfois pesante, à un groupe restreint et d'échanger avec un-e inconnu-e. Le refus de la monnaie communément partagée peut conduire à une forme d'autarcie. L'usage sur la ZAD d'euros, à des fins différentes de celui qui leur est habituellement donné, permet de conserver une ouverture sur l'extérieur. Les personnes venant pour une courte durée peuvent participer à la vie collective même si elles n'ont pas le temps d'offrir leur savoir-faire, du matériel ou de la nourriture. La solution monétaire est imparfaite, mais elle rend possible une transition et crée des ponts avec le reste de la société.

Des habitant-e-s de la ZAD parlent ainsi de leur rapport à la production de nourriture : « Les questions d'existence et de subsistance ne sont plus posées à l'échelle individuelle. Ainsi, de nombreuses expérimentations pour une agriculture non mar-

.....
66 Il peut sembler paradoxal que j'utilise ici le terme d'*économie*. Je l'emploie ici dans une acception substantiviste, c'est-à-dire ne se limitant pas à la gestion des ressources de manière rationnelle dans un contexte de rareté, mais qui étudie les choix permettant aux humains de vivre dans leur environnement social et naturel.

67 Smaïn LAACHER, « Les systèmes d'échange local (SEL), entre utopie politique et réalisme économique », *Mouvements*, 2002/1, n°19.

68 Aurélien BERLAN, *Retour sur le présent avec Tönnies, Simmel et Weber*, éd. La Découverte, 2012.

chande et partageuse se déploient, à mille lieues de l'agro-industrie. [...] La propriété s'efface devant l'usage. La récolte sert à nourrir les habitants de la zone et des alentours, et à ravitailler d'autres résistances⁶⁹. »

Ces principes et valeurs se traduisent bel et bien dans le fonctionnement de la ZAD. La sociologue Geneviève Pruvost raconte que « gratuité, non-propriété, redistribution, accès libre et partage des ressources constituent [une] facette de la critique en acte de la vie quotidienne. Est ici contestée la marchandisation des biens et services les plus élémentaires. Ainsi s'opère une redistribution de dons et de matériels qui affluent sur place et qui ont pour caractéristique d'être des dons sans contre-don⁷⁰ ».

Cette forme d'organisation économique est pleinement « encastrée » dans les relations sociales. L'économie ne se présente pas de façon autonome au sein de la société comme c'est actuellement le cas dans le cadre du marché. On retrouve au sein de la ZAD le modèle « symétrique » que décrit Karl Polanyi⁷¹, emblématique de nombreuses sociétés avant l'avènement de l'économie de marché, au sein duquel les individus n'opèrent pas de calcul coût-avantage lors des transferts de ressources. Ceux-ci s'effectuent de manière unilatérale, puisqu'une personne donnant sait qu'elle pourra recevoir un bien ou un service d'une autre quand elle en aura besoin. À la ZAD, on suit le « principe de don ouvert (sans attente de retour) qui consiste à ne pas rendre à B ce qu'il vous a donné, mais plutôt à C qui le rend à D qui peut ne le rendre à personne⁷² ».

Pour que cette économie symétrique puisse voir le jour, le lieu où elle prend place doit être collectivement pensé comme un ailleurs, différant des normes de la société de marché. Il est nécessaire de se défaire des raisonnements que l'économie marchande a ancrés en nous, pour adopter une nouvelle posture. Cet espace ne doit pas nécessairement être clos, la ZAD de Notre-Dame-des-Landes est d'ailleurs un lieu de passage qui ouvre « ce principe d'entraide multilatéral et non comptable » à « des inconnus et des non-familiers⁷³ ». Elle tisse des liens de solidarité avec des réseaux de proximité, cela se traduit notamment par la distribution de fruits et légumes produits sur la ZAD à des personnes exilées⁷⁴.

Le modèle de ZAD développé à Notre-Dame-des-Landes a essaimé, si bien qu'en Europe on compte de plus en plus de modes d'occupation pour lutter contre de grands projets inutiles imposés. L'exemple des ZAD me semble être le plus parlant aujourd'hui en Europe occidentale, ces conquêtes de terrains peuvent néanmoins embrasser d'autres formes qui n'en sont pas moins pertinentes. On peut penser ici au

Il est nécessaire de se défaire des raisonnements que l'économie marchande a ancrés en nous, pour adopter une nouvelle posture.

69 « Rencontre sur la Commune 31 mai – 4 juin 2016 sur la ZAD, NDDL », Lundi matin, 25 mai 2016.

> <https://lundi.am/Rencontres-sur-la-Commune-31-mai-4-juin-2016-sur-la-ZAD-Notre-Dame-des-Landes>

70 Geneviève PRUVOST, « Critique en acte de la vie quotidienne à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes (2013-2014) », Politix, 2017/1, N°117. Disponible sur le site cairn.info.

71 Karl POLANYI, *op. cit.*

72 Geneviève PRUVOST, *op. cit.*

73 *Ibidem.*

74 Vincent EDIN et Blaise MAO, « Le Monde de demain se construit dans la ZAD » (entretien avec Alessandro Pignocchi), Usbek & Rica, 19 avril 2019.

> <https://usbeketrica.com/fr/article/le-monde-de-demain-se-construit-dans-la-zad>

Ces occupations se font sur ce qui est aujourd'hui le terrain de jeu de la société marchande, qui est contrainte de reculer, ses plans de développement étant parfois déjoués. En s'emparant ainsi d'un espace, la résistance s'implante là où le capitalisme aurait déployé ses tentacules.

Rojava syrien ou encore au Chiapas mexicain où l'on cultive d'autres manières de vivre, loin des exigences du capitalisme et de l'État. Une légère prise de recul historique peut nous emmener sur les pas des « bêcheux » (diggers en anglais) qui furent probablement les premiers squatters, occupant des terres pour s'opposer à leur appropriation privée.

La puissance de ces expériences semble se situer dans la capacité à ne pas fuir pour créer un autre monde isolé du reste de la société. Ou, selon les mots de Gilles Deleuze, « fuir, mais en fuyant chercher une arme⁷⁵ ». Ces occupations se font sur ce qui est aujourd'hui le terrain de jeu de la société marchande, qui est contrainte de reculer, ses plans de développement étant parfois déjoués. En s'emparant ainsi d'un espace, la résistance s'implante là où le capitalisme aurait déployé ses tentacules. Celles et ceux qui auraient dû voir se construire un haut lieu du monde marchand dans leur environnement découvrent, au lieu de cela, un lieu de vie alternatif. Si l'accueil d'une telle initiative ne fait pas forcément l'unanimité, à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes des agriculteur·trice·s de la région ont notamment soutenu les zadistes en leur faisant don de vaches. Nombre de locaux ne se réjouissaient pas de voir ce bocage se métamorphoser en tarmac.

La conquête d'espace rend possible l'instauration de nouvelles normes qui ne pourraient naître dans un cadre institutionnel. « L'occupation d'un lopin de terre où les habitants retrouvent le goût de vivre et révoquent le mal-être de l'aliénation se trouve de facto investie d'une capacité de dissuasion que l'intention répressive des États et des mafias ne saurait ignorer⁷⁶. »

Le communisme existe partout dans nos vies, dès lors que l'on envisage dans nos pensées et nos actions la sensibilité des êtres qui nous entourent. J'emploie ici le terme de « communisme », notamment à la suite de David Graeber⁷⁷, comme un moment de la vie où l'on agit selon la maxime « De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins ». Le communisme se pense alors comme antinomique à la rationalité économique. C'est en s'intéressant aux relations que nous tissons les un·e·s par rapport aux autres que nous pouvons bâtir le monde que nous voulons, qui n'est ni celui que nous connaissons, ni une utopie (au sens étymologique, un lieu qui n'existe pas) déconnectée du réel⁷⁸. Ce communisme repousse ses limites dès lors qu'il cesse d'entrer en concurrence avec la rationalité économique qui est bien trop souvent la norme. Si certains aspects de l'économie symétrique peuvent être partiellement mis en œuvre dans des événements dits « alternatifs » avec l'usage du prix libre, il semble qu'il n'en apparait pas une dimension aussi globale, qui pourrait soutenir l'ensemble du processus productif comme c'est le cas dans ces lieux d'occupation. Dès la plantation de la graine, le travail est motivé par la destinée du produit final, il ne s'agit pas seulement d'écouler des stocks que le marché n'aurait pas absorbés.

.....
75 Razmig KEUCHEYAN, « Philosophie politique du pirate », Critique, 2008/6-7, n°733-734. Disponible sur le site cairn.info.

76 Raoul VANEIGEM, *Contribution à l'émergence de territoires libérés de l'emprise étatique et marchande – Réflexion sur l'autogestion de la vie quotidienne*, éd. Payot et Rivages, 2018, p. 119.

77 David GRAEBER, *Dettes – 5000 ans d'histoire*, éd. Les Liens qui Libèrent, 2013 ; David GRAEBER, « Les Fondements moraux des relations économiques, une approche maussienne », La revue du MAUSS, 2010/2, n°36.

78 COMITÉ INVISIBLE, *Maintenant*, éd. La Fabrique, 2017.

En guise de conclusion

L'organisation capitaliste modifie constamment les formes du travail. Aujourd'hui, il semble que l'horizon d'un emploi salarié à vie, qu'ont pu connaître nos parents ou nos grands-parents, s'éloigne de nous pour céder la place à davantage d'auto-entrepreneuriat et de contrats précaires. Si cette transformation a de quoi nous faire regretter le salariat, il faut peut-être essayer de s'émanciper du cadre marchand pour repenser un travail qui serve davantage la société et le vivant que les intérêts capitalistes. Comme le disait André Gorz peu avant sa mort, « le capital a besoin de moins en moins de travail direct pour sa valorisation ; donc les activités ne peuvent se développer qu'en dehors — et contre — la valorisation capitaliste. Cela suppose que nous nous réappropriions le travail et qu'il devienne pour nous non plus ce qu'on nous donne à faire, mais ce que nous faisons, mettons en commun, échangeons sans la médiation de représentants du capital⁷⁹. »

Il serait illusoire de prétendre que l'on puisse transformer en un laps de temps réduit l'ensemble de l'activité marchande en activité non marchande. D'une part, parce que de nombreuses activités marchandes ne pourront évoluer vers une forme non marchande, et d'autre part, parce qu'il faut que nous soyons prêt·e·s à nous en passer. Le choix radical de refuser le marché nécessiterait une transformation de notre rapport au monde. Il s'agit donc de s'immiscer dans les failles du système pour y faire naître une production dont les motifs diffèrent.

Un travail de la terre non marchand ouvre la voie à une production définie selon nos propres besoins, et selon une meilleure compréhension et acceptation du vivant. Réapproprions-nous le sens de notre rapport au non-humain, à la production et à l'activité de travail. Des habitant·e·s de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes l'écrivaient ainsi : « Partout, un monde s'est organisé sans nous. Nous y fûmes jetés alors qu'il commençait à s'effondrer. Ce monde obéissait à des lois profondes que nous ne connaissions pas, sur lesquelles nous ne semblions avoir aucune prise, des lois qu'ils nomment "économie". Devant l'ampleur du désastre, nous avons acquis la certitude que nous n'hériterons que de ruines. La société marchande à sa dernière heure peut-elle laisser

Il s'agit donc de s'immiscer dans les failles du système pour y faire naître une production dont les motifs diffèrent.

Un travail de la terre non marchand ouvre la voie à une production définie selon nos propres besoins, et selon une meilleure compréhension et acceptation du vivant.

.....
⁷⁹ André GORZ, « Le Travail, entre écologie et socialisme », *Écologie & Politique*, 2008/1, n°35.
Disponible sur le site cairn.info.

autre chose? Nous n'avons rien à perdre. Tout doit être jeté dans le bouleversement passionné de cet ordre finissant. Il est grand temps de "repartir à l'assaut du ciel"⁸⁰.

Ce réenracinement se joue à contre-courant de l'ambition capitaliste de créer une dépendance croissante à son égard. Silvia Federici voit dans la quête d'envoyer l'humanité sur Mars un emblème de la volonté du capitalisme que chacun de nos besoins ne puisse trouver une réponse que dans les bras de ce dernier⁸¹. L'utopie capitaliste rêve de créer son propre "homme nouveau" qui soit maîtrisable en tout point, corvéable, et consommateur, à merci. S'il y a de quoi douter que notre avenir se trouve sur Mars, il faut lutter de toutes nos forces contre un présent martien sur Terre. Les expériences sur les ZAD se situent à l'exact opposé de cette tendance. Le territoire sort de son abstraction et évolue en un espace où chaque élément est source de connaissances, mais aussi objet d'affection⁸². La réappropriation de la production à travers la démarchandisation d'un besoin aussi incompressible que la nourriture semble être une des pistes à explorer pour (re)devenir terrestres.

Louis Masquelier

[...]

*Je suis ici et nulle part
Le monde est mon regard
Le désir guide mes pas
La vie est mon combat
Mon jardin est sans frontière
Ma patrie c'est la Terre
Jamais État ni mafia
Ne se l'appropriera*

Raoul VANEIGEM⁸³

.....
80 « Rencontre sur la Commune 31 mai – 4 juin 2016 sur la ZAD, NDDL, *op. cit.*

81 Silvia FEDERICI, *Par-delà les frontières du corps*, éd. Divergences, 2020, chapitre 8.

82 Pablo CORROYER, « "Faunes sauvages" en politique. Tisser et mettre en scène un territoire contestataire : de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes à Bure », OpenEdition Journals, janvier 2019.
> <https://journals.openedition.org/espacepolitique/6344>

83 Raoul VANEIGEM, *op. cit.*

Pour nourrir la réflexion

Sur le façonnement de besoins artificiels et leur déconstruction

- Edward BERNAYS, *Propaganda – Comment manipuler l'opinion en démocratie*, éd. Zones, 2007.
- André GORZ, *Métamorphoses du travail – Quête de sens, critique de la raison économique*, éd. Galilée, 1988.
- Ivan ILLICH, *La Convivialité*, éd. Seuil, 2014.
- Bertrand RUSSEL, *Éloge de l'oisiveté*, éd. Allia, 2002.
- Marshall SAHLINS, *Âge de pierre, âge d'abondance*, éd. Gallimard, 1976.
- *Propaganda*, « La Fabrique du consentement » : documentaire de la chaîne Arte construit autour des écrits d'Edward Bernays.
> [dailymotion.com/video/x6kqf6i](https://www.dailymotion.com/video/x6kqf6i)
- Entretien avec Razmig Keucheyan sur France Culture : « Comment distinguer les besoins réels des besoins superflus », 19 septembre 2019.
> [youtube.com/watch?v=ik1ssqT_ENc&t=1045s&ab_channel=FranceCulture](https://www.youtube.com/watch?v=ik1ssqT_ENc&t=1045s&ab_channel=FranceCulture)

Sur les formes de vies dans les ZAD

- Sylvaine BULLE, *Irréductibles – Enquête sur les milieux de vies. De Bure à Notre-Dame-des-Landes*, éd. UGA, 2020.
- Pablo CORROYER, « "Faunes sauvages" en politique. Tisser et mettre en scène un territoire contestataire – De la ZAD de Notre-Dame-des-Landes à Bure », OpenEdition Journals, janvier 2019.
- Alessandro PIGNOCCHI, *La Recomposition des mondes*, éd. Seuil, 2019. Bande dessinée dont certaines planches sont en accès libre sur le site de l'auteur.
> <http://puntish.blogspot.com>
- Geneviève PRUVOST, « Critique en acte de la vie quotidienne à la Zad de Notre-Dame-des-Landes (2013-2014) », *Politix*, 2017/1, n° 117.
- Raoul VANEIGEM, *Contribution à l'émergence de territoires libérés de l'emprise étatique et marchande. Réflexion sur l'autogestion de la vie quotidienne*, éd. Payot et Rivages, 2018.
- « Rencontre sur la Commune 31 mai – 4 juin 2016 sur la ZAD, NDDL », lundi matin, 25 mai 2016.
> <https://lundi.am/Rencontres-sur-la-Commune-31-mai-4-juin-2016-sur-la-ZAD-Notre-Dame-des-Landes>
- Entretien avec une habitante de la ZAD sur Mediapart, « Vivent les alternatives ! La ZAD de Notre-Dame-des-Landes », 1^{er} février 2017.
> [youtube.com/watch?v=LEWV9g3fLuY&ab_channel=Mediapart](https://www.youtube.com/watch?v=LEWV9g3fLuY&ab_channel=Mediapart)



BARRICADE

CULTURE D'ALTERNATIVES

Auteur

Louis MASQUELIER

*

Relecteur-trice-s

Emmanuel BOUCHAT

Stéphane JONLET

Perrine VANMEERBEEK

*

Chasseur de coquilles

Emmanuel BOUCHAT

Coordination

du pôle publications

Perrine VANMEERBEEK

*

Pôle publications

Emmanuel BOUCHAT

Virginie GÉROUVILLE

*

Maquettiste

Jérôme BECUWE

*

Éditeur responsable

Jérôme BECUWE

asbl *Barricade*

rue Pierreuse 21 • 4000 Liège

Comité éditorial

Emmanuel BOUCHAT

Yannick BOVY

Joanne CLOTUCHE

Noémie CRAVATTE

Virginie GÉROUVILLE

Didier SOMZÉ

Olivier STARQUIT

Nicole VAN ENIS

Perrine VANMEERBEEK

Notes de Versions

1.00 - 22/12/20 : *Parution.*

1.01 - 14/01/21 : *Correction coquilles, modification intitulé pdf, coordonnées complètes de l'asbl.*

Analyses et études

Toutes nos analyses sont disponibles sur notre site www.barricade.be et gratuitement en imprimés, rue Pierreuse 15 – 4000 Liège via la librairie *Entre-Temps*, la librairie de *Barricade*.

Agenda de nos activités

Rejoignez-nous sur Facebook ou inscrivez-vous à notre newsletter sur www.barricade.be Recevez gratuitement le PDLM, notre revue bimestrielle, en nous contactant par mail à info@barricade.be ou par téléphone au 04 222 06 22

Barricade asbl

Rue Pierreuse 19-21, 4000 Liège

info@barricade.be • www.barricade.be

NUMÉRO D'ENTREPRISE : 0457.984.015

RPM : Tribunal de l'entreprise de Liège

IBAN : BE22 5230 8037 1447